

Forum Alternatif Mondial de l'Eau 2012 - La Déclaration de Marseille

"Nous nous engageons à prendre des mesures en solidarité avec les droits de l'homme des Palestiniens, y compris le droit à l'eau"

22 Mars 2012

Palestine Occupée - Pendant des années, le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies et d'autres organismes de l'ONU ont trouvé Israël en violation du droit des Palestiniens à l'eau et l'assainissement dans le cadre des révisions du respect par Israël des traités relatifs aux droits de l'homme, ratifiés par Israël.

En 2010, l'Assemblée Générale des Nations Unies et le Conseil des Droits de l'Homme ont adopté des résolutions qui, ensemble, réaffirment que « les gouvernements ont la responsabilité première pour la réalisation de tous les droits de l'homme, y compris le droit à l'eau et l'assainissement. »

Pourtant, les violations par Israël du droit des Palestiniens à l'eau et l'assainissement ne font qu'augmenter. Entre 2009 et 2011, Israël a démoli 57 citernes de récupération d'eau de pluie et 40 puits dont les Palestiniens dépendent pour leur subsistance. La destruction militaire de l'infrastructure Palestinienne d'eau est à la fois une violation directe du droit de l'homme à l'eau et un crime de guerre selon la quatrième Convention de Genève.

La consommation moyenne en eau des ménages des Palestiniens connectés à l'eau courante est moins de la moitié de ce qui est recommandé quotidiennement par l'Organisation Mondiale de la Santé et 1/6^e de la consommation moyenne des ménages israéliens. Certaines des familles les plus pauvres dépensent la moitié de leur revenu sur l'eau.

L'obstruction d'Israël du développement de l'eau et le de l'assainissement des Palestiniens a empêché les Palestiniens de développer des quantités supplémentaires d'eau, comme convenu dans le cadre du "processus de paix" des Accords d'Oslo, et a forcé les Palestiniens dans un état de dépendance en achetant de l'eau de la compagnie nationale israélienne des eaux Mekorot. Mekorot coupe régulièrement l'eau fournie aux communautés palestiniennes afin de maintenir un service ininterrompu aux colonies israéliennes en Cisjordanie.

Le Mur illégal d'Israël, qui passe par des terres reconnues internationalement comme palestiniennes, coupe l'accès aux Palestiniens à des zones qui produisent environ 90 millions de mètres cubes par an—un montant proche de l'approvisionnement total en eau actuellement en Cisjordanie, qui n'est que de 180 millions de mètres cubes, chiffre qui comprends l'eau achetée de la compagnie nationale des eaux israélienne.

Le siège de Gaza empêche l'entrée des pièces de rechange, de matériaux et d'énergie nécessaire pour le fonctionnement quotidien des réseaux d'eau et d'eaux usées, et obstrue le développement dont ils ont gravement besoin. Une mission d'enquête des Nations Unies sur le conflit de Gaza a révélé qu'Israël a intentionnellement pris pour cible et détruit des puits, canalisations, usines de traitement des eaux usées, réservoirs d'eau et la station d'alimentation principale. Plus de 90% de l'eau extraite à partir de puits municipaux dans la bande de Gaza est impropre à la consommation humaine. Depuis 2005, Israël a endommagé ou détruit plus de 300 puits dans une «zone tampon» imposée unilatéralement par Israël à l'intérieur de la Bande de Gaza. Selon la loi internationale sur l'eau, Gaza a le droit à une part équitable et raisonnable de l'eau de l'aquifère côtier, y compris à partir de certaines parties à l'intérieur d'Israël.

Israël n'a commencé à permettre que récemment de nouveaux projets de traitement des eaux usées dans les Territoires Palestiniens Occupés. Après des années de délais, et l'assassinat d'un travailleur pendant le cadre de ses fonctions, les projets dans la bande de Gaza sont actuellement mis en œuvre depuis qu'Israël a détecté des eaux usées non traitées ou partiellement traitées rejetées dans la mer de Gaza près de l'usine de dessalement d'Ashkelon (à 12,5 km, ou 7,8 miles, directement au nord de la Bande de Gaza). Quinze ans après Oslo, Israël entrave directement le développement des installations de traitement des eaux usées en Cisjordanie en utilisant des moyens d'abord bureaucratiques, puis militaires. Israël a payé un entrepreneur un règlement d'un million de shekels en admettant avoir commis une faute lorsque leurs soldats ont arrêté un projet de traitement des eaux usées qui avait été préalablement autorisé. Des quartiers où vivent des palestiniens ayant la nationalité israélienne ont souvent une pauvre infrastructure des eaux usées alors qu'ils paient des impôts égaux ou supérieurs à ceux d'autres citoyens israéliens. Un certain nombre de colonies israéliennes déversent leurs eaux usées non traitées directement dans les communautés palestiniennes.

Le régime israélien de discrimination institutionnalisée des Palestiniens en Israël, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza constitue un apartheid selon la Convention sur l'Élimination et la Répression du Crime d'Apartheid. Le Tribunal Russell sur la Palestine a conclu dans sa session la plus récente au Cap, en Afrique du Sud, que «la domination d'Israël sur le peuple palestinien, où qu'ils résident, revient collectivement à un régime unique et intégré d'apartheid". Un récent rapport parlementaire français a condamné la politique israélienne de retenir l'eau aux Palestiniens comme "apartheid".

Les violations par Israël doivent être considérées dans le contexte de la Nakba de 1948, l'expulsion systématique et le déni du droit internationalement reconnu de retour de la majorité des Palestiniens de leurs maisons. Depuis la création de l'état d'Israël, des milliers de sources anciennes, de citernes, de puits, d'oueds et de cours d'eau ont été illégalement appropriés des Palestiniens. Israël a également modifié le caractère hydrologique du terrain qu'il occupait, par exemple, avec le drainage des Buheirat el Houlé (vallée de Hula) par le Fonds National Juif (FNJ) dans les années 1950, et le détournement des eaux du cours inférieur du Jourdain,

contribuant à un rétrécissement dramatique de la Mer Morte. Ce mois-ci, Israël a démoli le village bédouin d'Al Araquib dans le désert du Néguev pour la 36^e fois afin de permettre au FNJ de planter une forêt et «faire verdier le désert».

Nous lançons cette déclaration appelant les citoyens du monde et de conscience à prendre des mesures pour les droits palestiniens en tant que membres du mouvement pour les droits mondiaux de l'eau et à s'organiser pour résister à la privatisation de notre patrimoine commun de l'eau. Nous lançons cette déclaration ici à Marseille, en France, hôte du Conseil Mondial de l'Eau, un groupe de réflexion et de pression d'entreprise fondé par des sociétés multinationales et par la Banque Mondiale. Alors que le Conseil Mondial de l'Eau lance le 6^e Forum Mondial de l'Eau promouvant la privatisation de l'eau et des services d'assainissement, nous dénonçons les membres corporatifs de ce Conseil profitant de la privatisation de l'eau et des services d'assainissement au niveau mondial - et nous dénonçons en particulier la compagnie transnationale française Veolia qui fournit des services d'assainissement à la colonie israélienne illégale de Modin Illit qui colonise des terres palestiniennes, qui déverse illégalement des déchets en provenance d'Israël dans la vallée occupée du Jourdain, et qui profite des services de transport d'apartheid qui desservent des colonies illégales, tout en refusant de servir les Palestiniens. Nos luttes sont intimement liées. En résistant aux entreprises et aux états qui profitent des violations des droits de l'homme en Palestine, nous résistons également à la discrimination dans l'accès à l'eau et promouvons la justice mondiale de l'eau.

De Cochabamba, en Bolivie à la Palestine, nous affirmons la nécessité de la résistance populaire à tenir les états et les sociétés responsables du respect des droits de l'homme. Aujourd'hui, alors que les Palestiniens risquent ce qui reste de leurs terres et de leurs maisons et du peu d'eau qu'ils sont en mesure d'accéder actuellement afin d'exiger qu'ils soient reconnus comme des êtres humains ayant des droits, nous savons que nous devons prendre des mesures concrètes pour soutenir le mouvement grandissant qui exige la fin de l'impunité d'Israël pour ses violations des droits de l'homme, y compris les droits de l'homme à l'eau et l'assainissement.

Compte tenu de l'échec lamentable des gouvernements du monde à tenir Israël responsable de ses violations persistantes du droit international, y compris le droit à l'eau, les Palestiniens ont appelé les personnes de conscience partout dans le monde pour mettre en œuvre le boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël, inspiré par la lutte non-violente internationale qui a réussi à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Les piliers de ce mouvement sont basés sur le droit international et les droits inaliénables du peuple palestinien avec pour objectif d'atteindre la liberté, la justice et l'égalité pour tous, sans distinction de race et de croyance.

En tant que citoyens du monde dans un monde de plus en plus interconnecté, il est impératif que nous agissions dans nos communautés pour protéger les droits de l'homme de nos frères et sœurs globalement.

Dans le but de tenir Israël pour responsable de telle sorte que les Palestiniens aient leurs droits à l'eau restitués et puissent parvenir à l'autodétermination avec l'ensemble de leurs droits, nous, militants pour la justice de l'eau, déclarons notre soutien pour le mouvement palestinien dirigé par le BDS. En particulier nous nous engageons à:

1. Nous opposer à l'expansion d'entreprise de la société nationale de l'eau israélienne, Mekorot, sur les marchés internationaux, Mekorot étant l'un des instruments clés en refusant aux Palestiniens leurs droits a l'eau
2. Boycoter les produits agricoles israéliens, et faire campagne afin d'exclure les entreprises israéliennes agricoles (tel que Mehadrin) de l'accès aux marchés étrangers et d'exposer leur rôle dans la prise de contrôle des terres et des ressources en eau palestiniennes
3. Soutenir la campagne Stop le FNJ et éduquer les gens sur le «verdissement» par le FNJ des crimes israéliens
4. Boycoter et désinvestir Veolia, le plus grand privatiseur de l'approvisionnement public en eau au monde, et un profiteur principal de l'apartheid israélien
5. Appeler à des sanctions gouvernementales contre Israël, en particulier, la fin de tous les accords de coopération liés à l'eau

Signataires:

Signatures d'organisations confirmées

LifeSource – Palestine
Escuela del Pueblo Primero de Mayo – Cochabamba, Bolivia
Fundacion Abril – Cochabamba, Bolivia
Centre for Civil Society Environmental Justice Project, Durban, South Africa
Socio-economic Rights Institute of South Africa
Ecological Movement of South Africa
Focus on the Global South (Thailand, Philippines, India)
Union Juive Française pour la Paix / French Jewish Union for a Just Peace
Enginyeria Sense Fronteras / Engineers Without Borders
Jordan Valley Solidarity
Middle East Children's Alliance
Stop the Jewish National Fund
International Jewish Anti-Zionist Network
KRuHA-Indonesia, people's coalition for the right to water
General Union of Palestine Students, Aix-Marseille
Union Démocratique Arabe en France
Le Réseau Palestine Bouches-du-Rhône

Signatures individuelles confirmées

Marcela Olivera – Cochabamba, Bolivia
Oscar Olivera – Cochabamba, Bolivia
Blaine Grinder – Tsillqot'in Nation
Jacki Dugard – visiting senior fellow, School of Law, University of the Witwatersrand
Liz Marshall – Toronto, Canada
Irene Bonilla – Guadalajara, Mexico
Susan Koppelman – United States / Palestine
Pilar Esquinas – P.C. Canal Isabel II, Madrid
Daniela del Bene – Forum Italiano Movimenti Per L'Aqua and Cevi Italy
Marco Iob - Forum Italiano Movimenti Per L'Aqua/Comitato Italiano Contratto Mondiale Del
L'Aqua
Jon Arrizabalaga – Ingenieria Sin Fronteras, Madrid
Steve Fisher – United States / Mexico
Pancho Ramos Stierle – Oakland, California, Earth
Shir Hever – Germany/Israel
Lina Isma'il – Palestine
Zayneb Alshalalfeh – Palestine
Colin Miller – Oakland, California
Prof. Uri Davis – Jaffa, Palestine
Donna Oakes – United States/New York
Annelies Broekman, President of the Xarxa per una Nova Cultura de l'Aigua